

CRISES DE LOGEMENT ET D'EMPLOI

Constantine vit au rythme des protestations

Il ne se passe pas un jour à Constantine sans que des dizaines de citoyens en mal de vivre montent au créneau pour crier leur ras-le-bol.

Tous décrivent des situations intenable dues notamment à la crise de logement et au chômage. Et aux nombreux protestataires qui manifestent chaque jour leur désarroi, la réponse est la même : «Vos revendications seront minutieusement étudiées dans les plus brefs délais.»

Hier encore, des dizaines d'habitants de la rue des Maquisards, classée d'ailleurs, à l'instar d'autres localités de la daïra de Constantine, zone rouge par les services de l'urbanisme en raison des glissements de terrain, ont tenu un rassemblement devant le cabinet du wali.

Leur but étant d'attirer l'attention des responsables locaux sur leur situation, «insupportable», qui perdure depuis maintenant plusieurs années sans qu'une solution quelconque «soit dégagée par les nombreux responsables qui se sont succédé aux affaires de la ville», regrettent-ils.

Situation, du reste, qui s'aggrave lors des périodes hivernales notamment.

Par ailleurs, 34 pères de famille exclus de la liste des bénéficiaires de logements parmi les anciens résidents de la cite Boudiaf (Mandela) sont revenus à la charge hier, pour dire leur détresse.

Ils ont attesté qu'ils n'ont pas de logements où s'abriter eux et leur progéniture depuis plus de cinq mois. Il convient de rappeler, dans ce contexte, que près de 300 familles de ladite cité ont été recasées dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire dans des appartements neufs à la nouvelle-ville Ali-Mendjeli.

De même, les habitants de la localité de Bordj El-Kadim, dans la daïra de Khroub, ont procédé à deux reprises, cette semaine, au blocage de la route menant au chef-lieu de daïra pour réclamer que «les logements en cours de construction soient attribués, en priorité, aux résidents de la commune».

Ces derniers ont menacé dans le cas où leurs revendications ne sont pas prises en considération de se servir eux-mêmes. Autrement dit, de squatter

les logements non encore attribués.

Par ailleurs, pas moins de 170 jeunes de la cité Bekira, relevant de la daïra de Hamma-Bouziane, affectés à différents travaux d'entretien, de jardinage et autres agents de sécurité dans le cadre de l'un des dispositifs d'insertion des chômeurs, ont observé, eux aussi, un sit-in devant le cabinet du wali pour exiger «le renouvellement de leurs contrats d'emploi», arrivés à terme.

Ils réclament «leur reconduction dans les postes qu'ils ont occupé jusque-là».

Farid Benzaid



Ça bouillonne à Constantine.

Photo : DR

SIT-IN À LA PLATEFORME PÉTROCHIMIQUE DE SKIKDA

Plus de 200 travailleurs de la Somik revendiquent des augmentations de salaire

Plus de 200 employés de la Somik ont observé, dans la matinée d'hier, un sit-in au niveau du siège de la société, à la plateforme pétrochimique de Skikda.

Les employés de la Somik revendiquent leur droit aux PRI et PRC des 3^e et 4^e trimestres au titre de l'exercice 2010 et du rappel intervenant dans le cadre de l'augmentation salariale dont a bénéficié la société, et que l'on estime à 55 millions de dinars.

Des augmentations de 7 et 28%, respectivement dans le cadre de la convention de branches et de la convention collective, devaient être versées aux travailleurs.

D'autre part, il est demandé de mettre fin à la précarité de l'emploi, les contrats de travail ne devant pas être en deçà d'une année.

Les employés demandent également le départ du staff dirigeant, accusé de dépassements possibles. «Une nouvelle recrue qui bénéficie d'un contrat à durée indéterminée (CDI),

de relèvement de catégorie professionnelle (de 11 à 16), alors que nous, anciens au sein de la boîte, nous continuons à craindre à chaque fin de contrat, que celui-ci ne soit pas renouvelé.»

La colère couve au sein de la Somik depuis la fin 2010, date à laquelle il a été mis fin graduellement, au contrat à près de 1 200 employés contractuels travaillant au sein des différents chantiers de la plateforme pétrochimique de Skikda.

L'opération a débuté le 31 décembre et se déroule au fur et à mesure que les travaux de réalisation en sous-traitance, entamés au profit notamment de l'américaine KBR, de la sud-coréenne Samsung et de la canadienne SNC Lavalin s'achèvaient. C'est la saignée qui s'annonce. Elle était motivée par le fait que la Somik est une société dont la structure organique fonctionne à hauteur de 95% par des travailleurs temporaires et demeure tributaire d'un plan de charges établi à la suite de signatures de contrats de réalisation avec

d'autres entreprises, dès que ce dernier a pris fin, c'est la mise au chômage qui s'en est suivie. D'autre part, le cumul des redevances détenues auprès de partenaires a induit logiquement une difficulté de paiement.

Des pères de famille vont ainsi se retrouver au chômage surtout après la tentative échouée de les réintégrer au sein de Samsung. A titre d'illustration, d'aucuns comptabilisent trois ans d'activité précaire. Il n'est pas à écarter que la plupart des entreprises étrangères qui activent à Skikda mettent fin aux contrats de leurs travailleurs.

La plus importante est l'égyptienne Orascom, où 2 500 emplois temporaires sont menacés.

Aux dernières nouvelles, les employés de la Somik ont repris le travail dans l'après-midi. Une réunion, regroupant le syndicat des travailleurs, l'UGTA, l'inspection du travail, se tiendra également, avec le contact permanent, à partir d'Alger, du vice-président AVAL.

Zaïd Zoheïr

CHABET EL-AMEUR

Des jeunes occupent la mairie et exigent la dissolution de l'assemblée

Des jeunes de Chabet El-Ameur, dans la daïra des Issers, exigent la dissolution de leur Assemblée communale, à majorité RND, et le départ des élus locaux.

Pour crier leurs revendications, les citoyens de cette localité du piémont boumerdessi ont occupé, pour la seconde journée consécutive, le siège de l'APC.

De plus, dans la matinée d'hier, mardi, ils ont fermé à deux endroits différents la RN68 (Issers-Tizi-Ghenif). Par ailleurs, un enseignant que nous avons pu joindre

par téléphone nous a affirmé que les lycéens de Chabet El-Ameur avaient observé partiellement une grève par solidarité avec les manifestants.

Les contestataires reprochent à leurs représentants la mauvaise gestion et le laisser-aller au niveau de «Chabet El-Ameur devenue un bidonville où l'Etat est totalement

absent. Les routes sont sales ou bien barricadées par les services de sécurité. Le cadre de vie y est déplorable. Notre commune souffre de la non-gestion», nous dira un citoyen au téléphone.

«Il y a 14 villages dans notre commune et je défie quiconque de citer le nom d'un responsable de comité de village parmi ces jeunes qui occupent la mairie», affirmera Lounès Kezadri, premier magistrat de la commune, que nous avons

contacté par téléphone. Selon lui, c'est l'ancien coordinateur local du RND, exclu du parti, qui manipule les jeunes.

De plus, cet ancien responsable du RND avait par le passé, selon le maire, gravement outragé notre assemblée composée de 11 élus, 5 RND, 4 FLN et 2 FFS.

Unanimentement, déclarera le maire, les élus ont décidé d'estimer en justice le responsable en question.

Abachi L.

RASSEMBLEMENT DES GARDES COMMUNAUX DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BÉJAÏA

Ils réclament un statut clair et un salaire digne

La contestation a gagné, hier, dans la matinée, les éléments de la garde communale de la wilaya de Béjaïa qui sont sortis dans la rue pour protester contre les dernières mesures, prises par le ministère de l'Intérieur, et liées au redéploiement de leur corps, et réclamer par la même occasion une amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles.

Ils étaient plus d'une centaine d'éléments à s'être regroupés devant le siège de la wilaya pour crier leur colère devant ce qu'ils qualifient «de mépris des pouvoirs publics» à leur égard, après plusieurs années de durs sacrifices au service de la défense de la République contre le terrorisme.

Les protestataires demandent, à l'instar de leurs pairs des autres régions du pays, un «statut clair et un salaire digne». «On est au travail H24, mais nous ne sommes payés que pour huit heures de travail. Idem pour l'assurance. Nous n'avons jamais eu droit à un congé complet. On ne sait même pas qui est notre tutelle.

Est-ce le ministère de la Défense, celui de l'Intérieur ou est-ce la gendarmerie ? Pire encore, aujourd'hui, nous avons le sentiment qu'on veut surtout se débarrasser de nous comme pour une vieille serpillière», regrettent-ils amèrement, de nombreux gardes communaux rencontrés sur les lieux de la manifestation.

A. Kersani